

Introduction

Regula Julia Leemann et Elena Makarova

Les institutions de formation marquent les parcours de vie individuels dès la plus tendre enfance. Elles contribuent aux chances professionnelles et aux perspectives offertes par la société, à la prospérité et à la cohésion sociale de la population en Suisse. Intégrante et qualifiante, l'éducation permet de transmettre des valeurs, des compétences et des connaissances clés à la génération suivante. Elle est également liée à la promesse sociale d'égalité des chances : l'éducation est fondée sur le credo que tout individu dispose des mêmes chances de réussite et de participation aux biens sociaux, indépendamment de son appartenance à des groupes au sein de la société (origine, sexe, religion, entre autres).

La sociologie pose un regard critique sur les conditions dans lesquelles l'école et la formation sont en mesure de déployer ce potentiel et de tenir cette promesse – ainsi que sur les structures, les politiques et les processus par lesquels l'éducation entraîne paradoxalement l'inégalité, la stigmatisation et l'exclusion, mettant ainsi en péril la cohésion sociale.

Afin d'approfondir ces problématiques, cette publication réunit une série de courts articles à visée sociologique, basés sur des études empiriques et consacrés à la contradiction entre intégration sociale et exclusion au sein du système éducatif suisse. Elle est le résultat d'un congrès de section du réseau de recherche en sociologie de l'éducation de la Société suisse de sociologie, qui s'est tenu à l'Université de Bâle en été 2022 avec le soutien financier de l'ASSH. Les diverses présentations des résultats de recherche cruciaux portant sur les institutions de formation et les parcours, de l'école enfantine à la formation professionnelle et générale postobligatoire ainsi qu'aux hautes écoles en passant par l'école obligatoire, donnent toujours matière à des réflexions et à des conclusions. La publication s'adresse aux responsables en charge de la politique et de l'administration de la formation, aux personnes qui se consacrent à la recherche en la matière ainsi qu'au corps enseignant au sein des institutions correspondantes.

Les contributions se penchent sur les racines historiques, les conditions sociales et les structures de la formation avant de poser la question suivante : dans quelle mesure la qualification et la justice sociale sont-elles renforcées ou affaiblies par l'éducation ? Elles examinent les règles, les normes et les valeurs régissant les dispositifs de formation et la société qui favorisent ou entravent l'intégration des personnes d'appartenance sociale différente ou en

situation de handicap. Elles interrogent les orientations et les pratiques des personnes enseignantes et chargées de cours susceptibles de produire des inégalités et stigmatisations chez les enfants, adolescent-e-s et jeunes adultes ou engendrant une formation et une socialisation qui reposent sur l'estime et l'égalité des chances. Enfin, elles analysent les réformes, les politiques et les discours dont le système éducatif fait l'objet afin de déterminer s'ils encouragent et permettent l'équité et l'égalité dans les processus et les résultats de formation, ou bien s'ils y font obstacle et les limitent.

Dans l'ensemble, les résultats mettent en évidence une situation paradoxale : le système éducatif – avec ses structures héritées du passé, ses valeurs et règlements institutionnalisés et avec les sphères politique et professionnelle compétentes en matière de formation –, mais également les rapports sociaux, économiques et politiques, promeuvent l'intégration et la cohésion sociale aussi bien qu'ils induisent l'inégalité et l'exclusion. À ce sujet, Georges Felouzis pose dans cette publication cette question cruciale : « Comment la sociologie de l'éducation peut-elle aider la politique de l'éducation à être plus juste ? » Dans le même temps, il souligne que la cohésion sociale repose sur divers principes d'équité tels que le droit aux prestations, la solidarité envers les personnes défavorisées ou les considérations coûts-bénéfices notamment, et que ces principes sont en contradiction les uns avec les autres.

La publication est divisée en cinq chapitres, qui développent différentes perspectives en matière d'éducation.

Dans le premier chapitre, qui porte sur l'importance de la politique et des structures d'éducation, Raphael Zahnd démontre dans son article « **Inklusive Bildung unterstützt die soziale Kohäsion !?** » comment le taux de séparation a certes chuté en Suisse depuis la ratification de la Convention de l'ONU relative aux droits des personnes handicapées de 2014, mais s'est toutefois stabilisé à quelque 3 % aujourd'hui. On observe dans ce cadre de fortes différences au niveau cantonal ainsi qu'une surreprésentation des enfants de nationalité étrangère. L'auteur plaide en faveur d'une évolution vers une école encore plus inclusive, qui permettra la participation sociale de tous les élèves grâce à une organisation des cours appropriée, des formes didactiques adéquates et un soutien à l'apprentissage.

Dans son article « **Systèmes éducatifs et cohésion sociale: comment améliorer l'équité en éducation?** », Georges Felouzis conclut, en s'appuyant sur des données nationales et internationales, que la répartition des élèves en différentes classes en fonction des résultats au degré secondaire I, telle qu'elle prédomine dans certains cantons, accroît l'inégalité sociale dans les résultats d'apprentissage. Toutefois, les comparaisons internationales permettent de déduire que le modèle – séparatif ou intégratif – n'est pas déterminant à lui seul, mais qu'il est nécessaire de prendre également en compte la question de la mise en œuvre pédagogique et organisationnelle concrète.

Sous le titre « **Réduire les inégalités sociales sans massifier l'université: un enjeu helvétique** », Gaële Goastellec s'interroge ensuite sur la possibilité de remédier à la sous-représentation quasi invariable des étudiant-e-s issu-e-s de catégories sociales défavorisées sans engager une massification des hautes écoles. À ce sujet, elle renvoie notamment au contrat social libéral de la Suisse, qui implique une responsabilité nettement plus faible de l'État en comparaison européenne sur les questions sociales et liées à l'éducation. Cela se manifeste dans l'ampleur des dépenses publiques consenties pour l'éducation ainsi que dans le système de formation professionnelle, largement soutenu par l'économie.

Le deuxième chapitre est consacré à l'importance du corps enseignant, des personnes chargées de cours et de la formation pratique. Les auteures Susanne Burren, Maritza Le Breton, Carolina Toletti et Andrea Blaser se penchent, dans l'article « **Differenzverhältnisse in der Hochschulbildung – Perspektiven von Hochschullehrenden und Praxisausbildenden an Fachhochschulen und Pädagogischen Hochschulen** », sur les orientations des professionnel-le-s en ce qui concerne l'hétérogénéité sociale des étudiant-e-s. Elles concluent que leur interprétation de la différence selon les catégories de migration et de genre, ainsi que les pratiques d'enseignement qui en découlent, sont marquées par des représentations porteuses de stéréotypes et reproductrices d'inégalités, et ce malgré les efforts consentis en faveur de la diversité.

Dans son article « **Les représentations des enseignant-e-s dans les écoles de l'enseignement prioritaire genevois: poids des stéréotypes et préjugés au sein de l'institution** », Julia Napoli parvient au résultat suivant: le corps enseignant, dans les écoles dites en situation socialement difficile, a tendance, malgré ou peut-être justement à cause des mesures de politique éducative compensatoires, à projeter ses représentations des familles – précarité, encouragement moindre des enfants, etc. – sur sa perception des élèves. Cela favorise, dans son analyse des situations scolaires, les visions stéréotypées et les préjugés susceptibles d'avoir des

répercussions négatives sur la formation et la socialisation des élèves.

Dans son étude consacrée aux écoles enfantines, Ursina Jaeger obtient un résultat comparable. Dans l'article « **Der Kindergarten als neutralisierte Komfortzone? Erkenntnisse aus einer ethnografischen Studie in einer diversifizierten Nachbarschaft** », l'auteure montre comment le corps enseignant, animé des meilleures intentions, s'efforce dans le quotidien pédagogique d'offrir aux enfants une « zone protégée neutre », dont les problèmes et difficultés de la vie de famille sont prétendument exclus. En raison de ce processus de distanciation, les univers et les expériences de vie des enfants perdent de leur sens et de leur valeur dans le cadre scolaire courant, et ne sont pas reconnus.

Le troisième chapitre soulève la question de l'importance de la réforme de l'éducation et de la transformation au sein du système éducatif. À cet égard, le sondage longitudinal TREE (Transitions de l'École à l'Emploi) offre une base de données essentielle. Thomas Meyer, Andrés Gomensoro et Sandra Hupka-Brunner parviennent, dans leur article « **Nachobligatorische Ausbildungschancen im Spiegel der TREE-Studie: Persistente Ungleichheiten im Kohortenvergleich** », à la conclusion que le système éducatif suisse intègre certes une grande partie des adolescent-e-s à une formation postobligatoire, mais qu'en dépit des efforts déployés en matière de politique de l'éducation, des nouvelles possibilités de formation et d'un marché des places d'apprentissage élargi, les diverses formes de discontinuités et d'inégalités des chances éducatives n'ont guère évolué ces dernières années.

Les racines historiques et les conditions sociales qui ont mené aux disparités de mise en œuvre de la Convention de l'ONU relative aux droits des personnes handicapées dans les cantons constituent le sujet de l'article de Deborah Lagler, intitulé « **Kantonal unterschiedliche Umsetzungen der integrativen Schulform** ». Ses résultats soulignent la pertinence des structures scolaires établies, notamment l'étendue du système scolaire spécialisé, et les convictions du corps enseignant et des personnalités politiques en matière d'intégration qui en découlent, ainsi que les coûts financiers qu'implique ou impliquerait une réforme. L'auteure fait état de la fonction clé des directions d'école dans le soutien d'une telle réforme.

L'importance de l'offre de formation et des conditions d'admission est le thème du quatrième chapitre. Dans l'article « **Berufs- oder Allgemeinbildung? Bildungswege im Vergleich** », Irene Kriesi examine les potentiels et les risques de la dichotomie des voies de formation postobligatoires dans les filières professionnelles et générales. Si les premières intègrent de très nombreux adolescent-e-s

et ouvrent des perspectives professionnelles à long terme, elles ne favorisent pas toujours l'accès à une formation tertiaire. Quant aux secondes, elles préparent bien aux études, mais tous les cursus ne garantissent pas une entrée sans accroc sur le marché du travail ni un emploi adapté à la formation.

Dans l'article « **Regionale und soziale Chancenungleichheiten beim Zugang zum Gymnasium** », Regula Julia Leemann, Andrea Pfeifer Brändli et Christian Imdorf analysent l'offre de places au gymnase plus ou moins importante en fonction des cantons et ses conséquences en termes d'inégalités. Tous trois en concluent comme escompté que l'offre cantonale de formation exerce une influence sur les chances d'accès au gymnase, une augmentation de cette offre ne s'accompagnant toutefois pas automatiquement d'une amélioration de l'égalité des chances en fonction de l'origine sociale. Au contraire, les inégalités s'en trouvent accrues – ce n'est que lorsque l'offre de places de formation est très vaste que ces dernières reculent à nouveau.

« **Welche Rolle spielen Zulassungsbedingungen zur Berufsmaturität für die Durchlässigkeit zwischen Berufs- und Hochschulbildung?** »: telle est la question que se posent Miriam Hänni, Irene Kriesi et Jörg Neumann. Leur étude renvoie également aux inégalités régionales. Elle démontre que la probabilité de commencer une maturité professionnelle comme de l'achever dépend des conditions d'admission au niveau cantonal. Ainsi, un examen d'entrée obligatoire réduit les chances d'accès et de réussite; il constitue en outre un obstacle encore plus difficile à surmonter pour les jeunes dont le statut social est moins élevé. Les coûts inhérents aux cours préparatoires à l'examen, qui ne peuvent pas être supportés par toutes les familles, sont une cause possible de ce phénomène.

Enfin, dans son article consacré au thème « **Berufsbildung gegen Bezahlung** », Luca Preite se penche sur la question du financement de l'accès à la formation professionnelle de base, en particulier à la maturité professionnelle, et sur ses conséquences possibles en matière d'inégalités. Ses recherches prouvent qu'une part substantielle de jeunes dans le nord-est et le nord-ouest de la Suisse fréquentent des écoles privées pour obtenir leur MP2, celles-ci ne fixant presque sans exception pas de conditions d'entrée ni de limitations d'accès. On peut ainsi présumer que cette voie est choisie par des jeunes qui n'ont pas pu accéder à la MP en raison de réglementations cantonales à l'entrée – pour autant que leurs familles soient en mesure d'assumer les frais exigés par les écoles privées.

Le dernier chapitre se concentre sur l'importance des discours politiques et médiatiques. Sonia Revaz et Kilian Winz expliquent dans leur article « **La cohésion sociale**

dans les discours politiques et professionnels. Études de cas de deux réformes de l'enseignement secondaire dans deux cantons romands » que les représentations, les justifications et les pratiques des responsables politiques et administratifs reconstruites dans les discours ne se basent guère sur les connaissances scientifiques en matière d'équité éducative, telle qu'encouragée par une politique fondée sur des faits probants (*evidence based policy*), mais se fondent plutôt sur le système de sélection précoce en degrés de performance séparatifs – système qui favorise grandement les inégalités.

Dans son article « **Das Quotendebakel. Eine Diskursanalyse zur <zu hohen> Gymnasialquote in Basel-Stadt** », Andrea Fischer analyse le discours médiatique qui pose le problème du quota gymnasial, en construisant un mode de lecture spécifique du phénomène tout en excluant des interprétations et vérités alternatives. L'auteure renvoie à la puissance des discours qui imprègnent la perception de la réalité et l'action sociale qui s'ensuit. Elle conclut que le récit qu'elle a reconstruit justifie l'intervention du canton dans la politique éducative visant à réduire les chances d'accès au gymnase.